

LA LETTRE DE LA SEMAINE 16

1. Dépenses publiques d'infrastructures et croissance économique au Sénégal : une approche par le modèle NARDL, THIAO Abdou
2. Préambule – Militaires français tombés au Mali : l'Union Européenne aux cotés de la France pour la paix au Mali et la stabilité au Sahel, Josep Borrell

Notre analyse de la semaine : 5 défis économiques pour l'Afrique post COVID-19 : une question d'anticipation



Dans notre analyse de la semaine dernière, nous évoquons les perspectives de politiques publiques pour faire face à la COVID-19 et pour mieux vivre avec en Afrique. Cette semaine, nous restons dans cette lancée en évoquant davantage les axes d'anticipation. Ces axes sont presque les mêmes que ceux évoqués par le directeur du département Afrique du FMI, Abede Sellasie. Avant d'évoquer ces axes d'anticipation, rappelons encore une fois que cette crise de COVID-19 reste très grave. Elle a conduit à une situation de tension au niveau des marchés financiers en Afrique subsaharienne. Dans une note, la banque mondiale signalait le risque d'un fort ralentissement des transferts d'argent provenant des travailleurs migrants (réduction de 20%). **Abonnez-vous pour lire l'analyse complète**

Au Sahel : De la grande muraille verte en 2005 à la sécurité en 2010



La grande muraille verte dans sa version originelle et idéologique auprès des dirigeants qui l'on revisitée est issue d'une idée de l'ancien Président burkinabé Thomas Sankara. Ce dernier adopta cette idée dans les années 1980 dans le sens de sa politique des trois luttes (la lutte contre les feux de brousse, contre le déboisement et contre la désertification). Avant sa disparation en 1987, il proposa à ses deux pays voisins (le Mali et le Niger) la création d'une « ceinture verte » pour lutter en partie contre la désertification et la pauvreté. Rappelons qu'entre 1970 et 1980, toute la bande sahélienne a connu un épisode sévère de sécheresse et de famine. Cette initiative visionnaire de T. Sankara à l'époque rentra dans ce cadre. **Abonnez-vous pour lire l'analyse complète**

Au Mali : Cinq ans après la signature de l'accord d'Alger



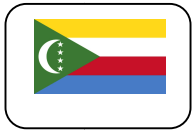
Ce deal sur l'« Azawad » était et reste encore, à plusieurs égards, le plus important de l'accord, car il offre une possibilité de questionner profondément la gouvernance territoriale. Cette ouverture audacieuse, qui reste certes à circonscrire, offre la possibilité aux Maliens de repenser la gouvernance locale en termes de décentralisation et de régionalisation. Contrairement à l'avis d'une partie des intellectuels et souverainistes maliens et aux idées reçues portées par des mouvements de la société civile en 2017, le pari de l'« autonomisation » des territoires, notamment du Nord et au Centre, n'est pas si mauvais. **Abonnez-vous pour lire l'analyse complète**

Au Sénégal : Fidèle à sa politique de développement, le Sénégal tend vers une diversification et une intensification de ses rapports commerciaux



Le Sénégal présente de bonnes perspectives économiques. Le taux de croissance est supérieur à 6 % depuis 2014. Malgré le recul estimé 2020 en raison de la crise sanitaire du coronavirus qui a entraîné dans son sillage un ralentissement des activités économiques (en zone UEMOA, les premières estimations font ressortir une diminution de -3,9 % de la croissance du PIB, qui se situerait à +2,7 % contre une progression de +6,6 % initialement prévue pour 2020), la dynamique de croissance devrait être soutenue les prochaines années, grâce en particulier au démarrage programmé en 2022 de la production du gaz et du pétrole. **Abonnez-vous pour lire l'analyse complète**

Au Comores : Le système de santé à l'épreuve de la COVID-19



Comme grand nombre de pays africains, le système de santé des Comores connaît des difficultés importantes. Ces difficultés qui préexistaient bien avant la COVID-19 se trouvent davantage exposées ces derniers mois avec la nécessité de prévenir et de gérer la maladie. Quand on évoque les difficultés du système de santé comorien, les experts comoriens remontent à la période coloniale avec une allusion à l'héritage de la colonisation. Les Comores étaient une colonie française jusqu'au 6 juillet 1975. Aujourd'hui, les infrastructures restent vétustes malgré les efforts prononcés des autorités. Alors, à l'heure où le monde et l'Afrique luttent contre la pandémie du nouveau Coronavirus, quel est l'état des structures sanitaires de l'Union des Comores ? Le Système de Santé comorien souffre d'un dysfonctionnement systémique. Ce dysfonctionnement touche presque toutes les échelles du système de santé, de soins et de protection sociale. Et, ce, malgré une couverture géographique en infrastructure jugée « bonne » et qui tourne autour de 99 %. C'est bien cela le « paradoxe du système comorien de la santé ». **Abonnez-vous pour lire l'analyse complète**

NOTRE AGENDA



- ✓ **ALIBER CONSEIL présentera en JUIN à ses partenaires les grands axes de son service phare destiné aux collectivités territoriales et aux administrations centrales**
- ✓ **Modalités d'abonnement à l'analyse complète**
 - Au Mali via Orange Money au +223 76 21 43 30 - 1000 FCFA/mois
 - Au Sénégal via Orange Money au +221 77 713 60 36- 1000 FCFA/mois
 - Au Comores via MVOLA au +269 441 2350 - 1000 FCFA/mois
 - En France et ailleurs via Paypal sur abonnement@aliberconseil.com 2€/mois

Adressez-nous ensuite votre justificatif et votre adresse email sur abonnement@aliberconseil.com

NOTRE EQUIPE



Alassane AGUILI

Directeur pays ALIBER CONSEIL aux Comores
 Spécialiste en Développement communautaire
alassanedicko@aliberconseil.com
 +22379369596

Retrouvez nos offres de service sur <https://aliberconseil.com/> Et rejoignez-nous sur les réseaux sociaux contact@aliberconseil.com